

Saint-André-d'Argenteuil sous les crues

Sylvie St-Jacques

Number 328, Fall 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/94132ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

St-Jacques, S. (2020). Saint-André-d'Argenteuil sous les crues. *Liberté*, (328), 26–30.

Saint-André-d'Argenteuil sous les crues

Niché entre les rivières du Nord et des Outaouais, un petit village victime des changements climatiques se cherche un avenir.

Par Sylvie St-Jacques

Lorsque, deux fois en trois ans, une anomalie météo à l'occurrence centennale jette son dévolu sur une petite localité des Basses-Laurentides, certaines séquelles invisibles se révèlent plus profondes et complexes qu'un peu d'eau dans un sous-sol. En avril 2020, en pleine pandémie de covid-19, le village de Saint-André-d'Argenteuil guettait attentivement le débit des rivières du Nord et des Outaouais, par crainte de vivre une nouvelle période de crues printanières destructrices. Même si l'eau a épargné Saint-André cette année, la vie n'est plus tout à fait la même dans ce petit village de 3 000 âmes frappé de plein fouet par les changements climatiques.

C'était au début des années 1980, en février, au plus creux de l'hiver. Des températures anormalement élevées, jumelées à des pluies diluviennes de plusieurs jours, avaient alors formé un embâcle sur la rivière du Nord. Un phénomène de cocktail météo, à l'origine d'importantes inondations hivernales. Résultat : la rue Principale, le stationnement de l'église et la cour de l'école primaire ont été subitement envahis par de massifs blocs de glace échappés de leur lit. J'avais neuf ans. Je me souviens des rassemblements de villageois concernés, incrédules devant cette invasion de glace qui avait métamorphosé en une nuit notre paisible coin des Basses-Laurentides. Il y avait le maire Vaillancourt, solennel homme d'affaires grisonnant en complet, qui évaluait la situation avec un œil autoritaire. À ses côtés, le curé, les marguilliers et le concierge de l'école primaire, qui contemplaient et commentaient ces massifs intrus translucides qui immobiliseraient la vie du village pendant plusieurs jours.

Claude Haspeck, natif de Saint-André-d'Argenteuil et propriétaire d'une petite maison riveraine, évoque comment ces inondations ont endommagé la maison de son père et ainsi marqué au fer rouge l'histoire de sa famille. « À ce moment-là, on a compris que l'eau, c'est quelque chose de follement puissant. » Cet événement catastrophique découlant d'une météo détraquée s'est trouvé reproduit dans les albums de photos de familles et de nombreux dessins d'enfants. Cet hiver-là, la rivière a retrouvé son lit et l'écologie sociale,

naturelle et politique de Saint-André a renoué avec sa tranquillité rurale pendant plus de trois décennies.

Puis, les saisons printanières de 2017 et de 2019 ont à nouveau révélé la vulnérabilité de notre village. Convoqués à une réunion extraordinaire à la mairie le 26 avril 2019, au moment où la menace de pluie torrentielle laissait présager le pire des scénarios, plusieurs des résidents les plus âgés de Saint-André, comme Claude Haspeck, évoquaient le spectre de 1982, comme une façon d'exprimer une certaine autorité documentaire sur la situation. Cette fois-ci, le curé et les marguilliers n'étaient pas très impliqués dans la gestion de la crise, mais le maire, lui, a pris les choses en main. Élu en 2017, Marc Olivier Labelle se décrit comme un entrepreneur de nature, qui a développé son sens de l'initiative pendant ses cinq années dans les Forces armées canadiennes. Lors de la réunion municipale extraordinaire d'avril 2019, le jeune élu parlait beaucoup de prévention et de « proaction », pour justifier son approche très entrepreneuriale de la gestion de la crise.

« Je me souviens des inondations de 1981. À l'époque, on avait accroché une chaloupe après le toit. Malgré tout, la situation était moins pire que celle de 2019. »

« Les changements climatiques, on s'aperçoit que c'est vrai et pas juste une fausse rumeur. Il faut s'y habituer, faire attention, changer nos comportements », concède Claude Haspeck, à qui les barrages faits de sacs de sable sont devenus familiers. « Il y a eu du ruissellement dans le sous-sol, qui était géré avec des pompes qu'il fallait constamment surveiller. Je n'ai pas subi beaucoup de dommages, en comparaison avec d'autres personnes. Mais ça reste un événement



très stressant », explique M. Haspeck, qui a pensé vendre sa maison, mais demeure indécis. « Si j'allais de l'avant, une chose est certaine, c'est que je ne me rachèterais pas quelque chose au bord de l'eau. » Un autre résident de longue date de Saint-André, Claude Robillard, confirme que les inondations de la fin des années 2010 ont été d'une envergure sans commune mesure avec ce qu'il avait vu dans les années 1970 et 1980. « Je me souviens des inondations de 1981. À l'époque, mon père avait un chalet sur la terrasse Robillard et on avait accroché une chaloupe après le toit. Malgré tout, la situation était moins pire que celle de 2019 », évoque celui qui, l'année dernière, a passé six semaines enfermé dans sa maison pendant que l'eau se tenait à douze centimètres de la porte du garage.

Un village divisé

Le Saint-André où j'ai passé mon enfance, celui des années 1980 et 1990, était une petite localité bien québécoise, sans faits d'armes fracassants ni grand charme. Parmi les temps forts de Saint-André, il y a eu son passage à l'émission *Soirée canadienne* lors du 200^e anniversaire de la fondation du village. Certes, la réalité riveraine et le calme bucolique faisaient partie du paysage de nos vies, mais en arrière-plan. Les beaux jours d'été, installés avec un pique-nique sur le gazon, nous admirions les embarcations de vacanciers qui traversaient les écluses de Carillon. Pour les locaux, l'activité nautique et riveraine, c'était surtout l'affaire des propriétaires de « camps » de la terrasse Robillard ou des mordus de pêche sur la glace, qui gardaient une cabane à la hauteur de Saint-Placide.

Pour des raisons tout autant géographiques, socio-économiques qu'esthétiques, notre village ne recevait guère d'attention touristique, contrairement à ses voisins des Laurentides, comme Saint-Donat. L'église et l'école primaire constituaient le centre de la vie sociale et communautaire. Quelques dépanneurs, une taverne, un garagiste, une petite épicerie composaient sa vie commerciale. Lachute, centre urbain le plus proche, est un tout autre monde, avec sa polyvalente construite dans les années 1960, ses quartiers banlieusards, son centre d'achat un peu vétuste et depuis déclassé par l'arrivée d'un gros Walmart.

À la polyvalente où j'ai fait mon secondaire, on appelait les ados de Saint-André les « pitcheux de roches », vieux surnom dont l'origine et la signification m'échappent encore. La génération de mon père, qui est né et a grandi à Lachute, utilisait aussi cette expression. La courbe naturelle de progression, pour les membres de la génération X investis de quelques velléités professionnelles, était de quitter le nid familial pour étudier au cégep, aller à l'université ou faire une formation professionnelle, idéalement à Montréal ou dans une ville où les perspectives d'avenir étaient plus favorables.

Grandir à Saint-André-d'Argenteuil, c'est être initié dès l'école primaire aux moments forts de la fondation de la

Nouvelle-France et à ses personnalités phares, qui laissent croire que les rêves et aspirations les plus ambitieux peuvent y mûrir. Niché à 50 kilomètres à l'ouest de Montréal, ce village de 3 275 âmes est le fier héritier d'une noble et prospère histoire qui le lie intimement à son voisin fusionné, Carillon, le site de la bataille de Long-Sault, opposant des Iroquois à Dollard des Ormeaux et aux compagnons de la Nouvelle-France, en 1660. Agissant comme poste de relais pour les voyageurs et poste de traite dès le début du xvii^e siècle, Carillon est situé au seuil des rapides du Long-Sault.

Saint-André – dont le nom d'origine, Saint Andrews East, a été francisé en 1978 – a quant à lui été fondé autour de 1800, par des loyalistes écossais qui ont élu domicile au confluent de la rivière du Nord et de la rivière Rouge. John Joseph Caldwell Abbott, premier ministre du Canada de 1891 à 1892, y a vu le jour. Le village compte aussi sa cousine, Maude Abbott, comme célébrité historique. L'une des premières femmes à obtenir un diplôme en médecine de l'Université McGill, Maude Abbott était une spécialiste mondiale des maladies cardiaques congénitales. Le musée consacré à la mémoire de cette femme de science, à l'entrée de Carillon, est un magnifique bâtiment en pierre qui coule des jours tranquilles au bord de l'Outaouais, face au village de Pointe-Fortune.

Au début du xix^e siècle, l'industrie du bois était très active dans cette région des Laurentides et la première papetière a été fondée à Saint-André en 1803. À partir des années 1830, le canal de Carillon a été créé pour faciliter le transport militaire et commercial sur la rivière des Outaouais. Plus d'un siècle plus tard, la station hydroélectrique et les écluses de Carillon étaient construites, augmentant le niveau de la rivière de 19 mètres tout en transformant les rapides du Long-Sault en eaux calmes.

Même si la municipalité fusionnée de Saint-André-d'Argenteuil ne recense que 3 275 habitants, elle comporte aujourd'hui plusieurs visages, plusieurs quartiers, plusieurs réalités. En passant devant l'église pour s'engager sur la route 344, qui nous fait traverser le village vers l'ouest, on se retrouve au cœur de l'histoire loyaliste, dont témoignent les belles demeures en brique ou en pierre qui longent la rivière du Nord. La présence d'un club de golf bien coté – en hommage à Richard Low, un illustre médecin du village –, avec ses jardins fleuris bien entretenus, ajoute à l'aspect champêtre des lieux. Du côté est de la rivière, la petite école primaire née dans les années 1960 est entourée d'un dépanneur à l'allure défraîchie, de quelques rues garnies de baraques qui ont connu des jours meilleurs, de deux ou trois casse-croûtes peu fréquentés, de petites rues peuplées de modestes bungalows, d'une caserne de pompier réinventée en café « troisième vague » par un couple de Montréalais exilés. Puis, à l'intérieur des terres, sur le chemin du Coteau-des-Hêtres par exemple, l'activité agricole se déploie dans de vastes champs de maïs, des enclos équestres, des vaches qui broutent dans les prés, des pancartes saisonnières « Fraises et framboises



à vendre ». En bordure de la rivière, en direction de Saint-Placide, des demeures plus récentes ont vu le jour, habitées par de jeunes familles, des ex-Montréalais venus chercher un peu de tranquillité, des boomers à la retraite, des mordus de sports nautiques.

Ces diverses réalités parallèles à l'intérieur d'un territoire d'à peine 100 kilomètres carrés expliquent pourquoi la petite population de Saint-André est aussi divisée dans ses opinions quant à la gestion des crises et à la destinée du village en contexte de changements climatiques. « Ce qui constitue aujourd'hui le village de Saint-André-d'Argenteuil est le résultat de la fusion de trois municipalités, qui regroupent les résidents du village, de la paroisse et de Carillon. Les champs d'intérêt de la personne qui vit dans le village, d'un agriculteur qui vit la réalité rurale et de quelqu'un qui vit sur le bord de l'eau sont très différents », explique le maire, Marc Olivier Labelle.

Marée haute et pandémie

À la fin du mois d'avril 2020, quelques villageois portant des masques de circonstance se baladent, un peu penauds, sur les trottoirs de Saint-André-d'Argenteuil, alors que les flots de la rivière du Nord déferlent. Sur la rue Fournier, en bordure de la rivière des Outaouais, la crue printanière montre ses dents mais ne mord pas. Cette année, Saint-André-d'Argenteuil a échappé aux inondations, mais la covid-19 paralyse toute l'activité de la rue Principale et donne à la localité un air de village fantôme.

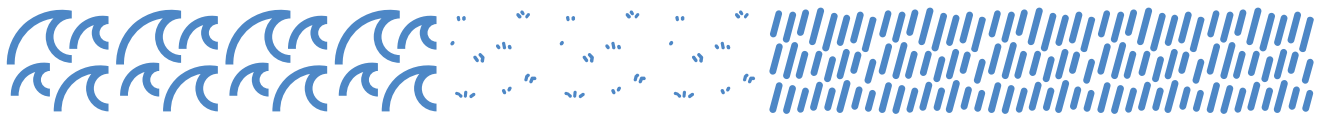
Lors de notre conversation sur fond de crise sanitaire planétaire, Marc Olivier Labelle et son équipe surveillaient la montée de la première crue printanière, tout en réfléchissant aux moyens de passer à l'action dans un contexte de risque de transmission du virus. « On a vu l'eau s'approcher de certaines maisons, de certaines routes, ce qui nous a amenés à faire un suivi plus serré », évoque le jeune élu. « Avant 2017, ç'a été un choc de découvrir la cartographie des zones inondables, des niveaux d'eau, des résidents à risque. Cette année-là, on croyait que c'était quelque chose qui arrivait tous les cent ans. Mais en réalité, on sait maintenant qu'il y a une chance sur cent pour que ce genre d'événement arrive. »

En 2020, la crise de la covid-19 s'ajoute, sur la table de travail du maire Labelle, à une pile bien garnie qui compte aussi les dossiers non réglés des inondations de 2019, des risques d'inondations du printemps 2020 et des solutions à long terme suggérées dans un projet pilote. Pour Marc Olivier Labelle, la nécessité de préserver la santé financière et psychologique de la municipalité prévaut sur tout le reste. Copropriétaire avec sa conjointe d'un gymnase à Lachute, qui a fermé ses portes pendant la pandémie, M. Labelle était entièrement concentré sur la gestion de la situation, qu'il juge surtout préoccupante sur le plan psychologique. « Avant tout, il m'importe de veiller à la cohésion sociale, tout en m'assurant que notre municipalité demeure en santé financière et psychologique », explique le maire, qui évoque

les enjeux que représente la covid-19 dans un contexte de vulnérabilité lié à de potentielles inondations. « Il fallait être capable de relocaliser notre monde et de créer des contextes propices à une quarantaine, en les hébergeant à l'hôtel par exemple. On a établi un lien avec un hôtel de Saint-Jérôme qui nous a rendu disponibles une centaine de chambres. On savait aussi que, dans l'éventualité où nous devrions produire des sacs de sable, il faudrait voir comment créer un système où les gens pourraient garder leurs distances. »

« Mon ancienne voisine était traumatisée par les inondations : le simple bruit du démarrage de la pompe la faisait capoter », raconte Mme Hénault, qui affirme que, malgré la présence de nombreuses pancartes « à vendre », rien ne s'est vendu sur la rue Fournier depuis deux ans.

Comme si le sort avait décidé d'offrir un répit au village en temps de catastrophe, Saint-André a été épargné par les inondations ce printemps. Mais cela ne signifie guère que le dossier de la mitigation des effets des changements climatiques est clos. C'est que l'état d'esprit et les attitudes des riverains inondés de Saint-André-d'Argenteuil ont radicalement changé, entre 2017 et 2019. Dans la foulée des inondations du printemps 2017 et 2019, certains sinistrés de Saint-André ont reçu des indemnités pour réparer leurs maisons tandis que d'autres ont carrément été évacués de résidences trop endommagées pour être rénovées. Lors des dernières inondations, la déclaration du premier ministre François Legault, qui suggérait que des résidents pourraient être forcés à déménager, a accru la nervosité des villageois. Le message transmis à ces potentiels sinistrés en série était que les plans de sauvetage et de rénovation de leurs propriétés avaient atteint leur date de péremption. En d'autres termes, face à l'eau et aux changements climatiques, l'indemnisation chronique n'est pas, selon le maire, une solution viable. « En 2018, on s'est relevé les manches, puis on a rebâti en



zone inondable. Mais en 2019, on a pris des notes », souligne l'élu de trente-sept ans qui, à l'automne 2019, dévoilait à ses concitoyens et à tout le Québec les détails de son projet pilote pour réinventer Saint-André. En clair, Marc Olivier Labelle veut obtenir 80 millions de dollars du gouvernement provincial pour racheter 247 maisons, les démolir et créer un parc écologique de 242 hectares accessible au public. Certes, 80 millions est une somme impressionnante, mais laisser aller la situation sans plan de match pourrait être plus nocif pour Saint-André, croit le maire Labelle. À titre indicatif, la municipalité révèle que des indemnités d'environ 12 millions de dollars ont été versées aux sinistrés de Saint-André après les inondations de 2017. En 2019, la somme allouée était de 6,5 millions. Dans la foulée de ces événements, une trentaine de maisons ont dû être démolies.

En 2019, Marc Olivier Labelle a consacré beaucoup d'énergie et de temps à aller à la rencontre des propriétaires dont la demeure pourrait faire partie des maisons acquises dans le cadre du projet pilote. Mais, de son propre aveu, il reste du travail à faire pour convaincre les riverains d'adhérer à sa vision de l'avenir. Lors de notre conversation, il fait valoir ses ambitions liées à l'autosuffisance, à la proximité de la nature, à la souveraineté alimentaire. « Le projet pilote veut avant tout revaloriser les actifs, dans un contexte de prise en charge des maisons des familles. On priorise la vulnérabilité : une maison endommagée entraîne souvent une santé mentale qui se détériore. » Le maire Labelle mène une campagne soutenue pour convaincre les citoyens d'adhérer à sa vision d'une pérennité heureuse et saine pour Saint-André-d'Argenteuil. Et sa philosophie s'inscrit dans un globalisme qui soulève plusieurs questions.

Être résilient ou périr

L'expression « ville résiliente » est devenue un *buzzword* depuis une quinzaine d'années dans le lexique du développement mondial. Sur le site du projet 100 Resilient Cities de la Fondation Rockefeller, on apprend que la définition du terme *résilience*, dans le contexte de l'aménagement urbain, repose sur la capacité des villes à faire face à l'adversité et aux défis du XXI^e siècle. Des effets des changements climatiques aux populations migratoires grandissantes, en passant par les infrastructures inadéquates, les pandémies et les cyberattaques, la résilience comme moteur de croissance et de survie a le dos large.

« La résilience urbaine, c'est l'habileté qu'ont des individus, des communautés, des institutions, des entreprises et des systèmes à l'intérieur d'une ville à survivre, s'adapter, croître et se transformer en dépit des stress chroniques et des chocs intenses qu'ils traversent », est-il écrit sur la page web du projet (notre traduction). Parmi les cent villes dites résilientes de ce projet achevé en 2019, il y a Montréal et ses infrastructures vétustes. Cape Town, en Afrique du Sud, doit appliquer le principe de résilience pour faire face au chômage endémique et à la sécheresse, qui a causé une importante crise

de l'eau potable dans les dernières années. Le principe de résilience a été mis en avant dans la stratégie de réduction du risque lors de la reconstruction de La Nouvelle-Orléans après le passage de l'ouragan *Katrina*. À l'instar du concept de développement durable, la résilience est perçue comme quelque chose qui émerge de la science, des politiques et de la pratique. Puisqu'elle implique souvent un rôle diminué de l'État au profit d'un partenariat public-privé, ses critiques affirment qu'il s'agit d'une approche néolibérale qui privilégie des solutions technocrates en vulnérabilisant certaines personnes à risque.

C'est justement en mettant l'accent sur le concept de résilience, comme approche de réinvention du territoire riverain, que Marc Olivier Labelle a abordé les résidents des quartiers de Saint-André lourdement touchés par les inondations. « Nous avons collaboré avec la direction de l'aménagement, le ministère de l'Environnement et le Fonds vert, pour travailler à trouver une solution et générer un projet fort », dit le maire qui, dès son entrée en poste, a été initié au côté scientifique de la gestion de l'eau. « Il faut tenir compte des barrages, des bassins, de l'écoulement. Quand je diffuse de l'information aux gens sur les risques qu'ils encourent, je ne parle pas seulement de la possibilité d'avoir un peu d'eau dans le sous-sol. Je dois plutôt leur expliquer qu'il est possible qu'ils perdent carrément l'accès à leur résidence pendant un certain nombre de semaines, chaque année, et qu'ils sont peut-être moins en sécurité qu'ils le pensaient. » Sur la rue Fournier, un petit tronçon résidentiel en bordure de l'Outaouais, plusieurs pancartes aux couleurs de Remax et d'autres sociétés immobilières sont ces jours-ci plantées devant des maisons toujours debout mais meurtries par les déluges de 2017 et de 2019.

Ex-résidente de la rue Fournier, Marie-Claude Hénault a finalement jeté l'éponge il y a six mois et décidé de déménager sur un territoire moins à risque. Pas qu'elle ne soit pas résiliente, mais deux saisons à faire des allers-retours en kayak entre la terre ferme et sa maison entourée d'eau, pendant que ses trois enfants étaient relogés chez leurs grands-parents, ont eu raison de sa santé mentale et provoqué une remise en question de toute sa vie. Originaire de Lachute, Marie-Claude Hénault a roulé sa bosse à Montréal avant de s'installer à Saint-André pour fonder sa famille dans un cadre enchanteur où ses enfants grandiraient avec des couchers de soleil quotidiens sur la rivière des Outaouais et en apprenant le nom des oiseaux migrateurs de cet écosystème. « À un moment donné, je me suis retrouvée à prendre un kayak pour aller récupérer une clé USB dans ma maison. Cela m'a fait réaliser que je ne voulais plus perdre mon temps sur des affaires inutiles », relate la jeune femme, qui retient surtout de ces événements l'aide et le soutien que sa famille et elle ont reçus des voisins, des amis.

Lors des premières inondations de 2017, raconte Marie-Claude Hénault, les voisins se montraient solidaires, volontaires et tenaces dans la lassante tâche de remplissage et d'empilage de centaines de sacs de sable qui allaient



servir de forteresse contre le débit déchaîné de la rivière des Outaouais. Toutefois, chez plusieurs d'entre eux, les jours passés en salopettes hydrofuges à transporter des sacs de sable ou des biens essentiels en canot, la crainte de perdre l'investissement d'une vie, la décision difficile d'accepter ou non l'offre d'expropriation du gouvernement... tout cela a bouleversé pour longtemps les esprits, les cellules familiales. « Je connais un couple sur la rue Fournier qui a décidé de déménager incognito. Ils ne voulaient pas que les voisins le sachent. Mon ancienne voisine était traumatisée par les inondations : le simple bruit du démarrage de la pompe la faisait capoter », raconte Mme Hénault, qui affirme que, malgré la présence de nombreuses pancartes « à vendre », rien ne s'est vendu sur la rue Fournier depuis deux ans.

Marie-Claude Hénault est devenue très sensible au sort de ses concitoyens andréens, depuis le premier choc des inondations de 2017. Elle parle des épisodes de dépression qu'ont traversés plusieurs amis et connaissances, des liens créés par ces moments difficiles, des séparations, des divorces causés par le stress de la perte d'une maison. « Plusieurs gens ont vécu un grand découragement. Je connais un monsieur de soixante-dix ans qui n'a pas eu accès à sa maison pendant quarante jours, parce qu'il ne possédait pas de bateau et ne pouvait pas s'y rendre à pied. Le lendemain de la réunion des citoyens du mois d'octobre dernier, il décédait d'une crise cardiaque. »

Une nouvelle vie pour Saint-André ?

« Saint-André-d'Argenteuil, c'est un super beau village, bordé de belles rivières. Il faut se repositionner comme municipalité avant-gardiste, trouver des solutions et revaloriser notre environnement », affirme Marc Olivier Labelle, qui reconnaît que les inondations de 2017 et de 2019 ont placé les Andréens devant des choix individuels déchirants, qui ont eu des répercussions profondes sur le lien social et communautaire.

D'abord, il y a eu les questions d'argent : les sinistrés ont eu droit à une somme de 100 000 \$, ou 50% du coût à neuf de leur propriété, pour réparer les dommages. S'ils décidaient de partir, ils avaient droit à un maximum de 250 000 \$, selon la valeur de leur bien. Cependant, l'enveloppe de 100 000 \$ n'allait pas durer éternellement, a averti le ministère de la Sécurité publique au printemps 2019. Si bien que l'étau se resserre sur ceux qui n'ont pas bougé de leurs demeures riveraines. Dans le contexte de son projet pilote, la municipalité souhaite donc qu'une indemnisation soit versée à tous les résidents des zones dites « à risque », et ce, même s'ils n'ont subi aucun dommage, pour procéder à son plan de démolition et de revalorisation du milieu riverain.

C'est cet état de fait que le maire a présenté aux résidents de Saint-André-d'Argenteuil lors d'une rencontre citoyenne en octobre 2019, dans le gymnase de l'école primaire. Marie-Claude Hénault, qui était présente à la rencontre, évoque avec un peu d'amertume ce qu'elle perçoit comme

un manque d'ouverture et de vision chez certains de ses concitoyens. « Plusieurs résidents plus âgés disaient : “Moi, je serai mort dans dix ans... Je veux juste rester dans ma maison jusqu'à la fin.” Ils ne pensaient aucunement aux jeunes générations, à l'avenir de leurs enfants, de leurs petits-enfants. »

Il faut dire que Saint-André a subi un certain coup de jeune, dans les dernières années. De jeunes familles ont choisi de s'y installer, séduites par le coût abordable de ses propriétés, la sérénité de son environnement naturel et sa relative proximité avec Montréal. Des retraités en forme, adeptes d'activités nautiques ou *gentlemen farmers*, font aussi partie de ce nouveau portrait démographique. « Ce n'est pas juste l'âge qui cause des *clashes* », explique Marc Olivier Labelle, qui souligne que des aspects financiers, d'éducation et d'intérêt divisent la population du village.

Absentéisme au travail, divorces, répercussions à long terme sur la santé, perte de la valeur foncière, ralentissement du marché immobilier... Ce sont les risques constants qui planent sur les maisons des trois quartiers visés par le projet pilote du maire Labelle. Mais pour les résidents qui refusent de partir, il y a aussi les souvenirs d'un passé tranquille, des enfants qui y ont grandi et tout ce qui vit silencieusement entre les murs d'une vieille maison qui a traversé les époques.

Pour Claude Robillard, pas question de vendre ni d'être exproprié. « Quand j'ai bâti la maison, j'ai élevé le terrain de quatre pieds au-dessus de la terrasse. Ma femme et moi, on veut mourir ici. Pendant les inondations, tout le monde nous demandait comment ça allait, il y avait des voyeurs qui venaient scruter comment on s'arrangeait. La Ville a dû poser une enseigne pour restreindre l'accès à la circulation locale. Les gens de Saint-André ont plus peur pour nous que nous-mêmes avons peur.

Si Saint-André-d'Argenteuil coule des jours plutôt tranquilles, blotti dans un sentiment d'y avoir échappé belle en cette année 2020, les destinées des quartiers hypothéqués par les deux récentes saisons d'inondation demeurent inconnues. Ce village, autrefois discret, est soudainement métamorphosé en rampe de lancement pour de nouveaux concepts économiques à la sauce écologique et dont les principes fondateurs prennent racine dans des concepts à la Rockefeller Foundation. ●

Sylvie St-Jacques est journaliste indépendante et chercheuse doctorale en Global Development Studies à l'Université Queens à Kingston, en Ontario.